

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het secundair kunstonderwijs, van de minister belast met het hoger kunstonderwijs met inbegrip van de Conservatoria, en van de Minister, belast met het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 24 juni 1996,

Besluit :

Artikel 1. De inleidende zin van artikel 102, 1e lid, van voormeld koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 97 wordt de directeur van een inrichting voor kunstonderwijs benoemd op gemotiveerde voordracht van de bevorderingscommissie : deze legt de lijst voor van de kandidaten, gerangschikt volgens hun verdiensten, die aan onderstaande voorwaarden voldoen : ».

Art. 2. Artikel 11 van voormeld koninklijk besluit van 21 februari 1972 wordt aangevuld met onderstaand lid.
« Het 1e lid is niet toepasselijk op de benoeming tot directeur ».

Art. 3. Dit besluit treedt op 1 september 1996 in werking.

Art. 4. De Minister, bevoegd voor het hoger kunstonderwijs, met inbegrip van de Conservatoria, is belast met de toepassing van dit besluit.

Brussel, 28 juni 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het secundair kunstonderwijs,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister belast met het hoger kunstonderwijs, met inbegrip van de Conservatoria,

J.-P. GRAFE

De Minister belast met het kunstonderwijs met beperkt leerplan,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 1982

[C — 29305]

30 AOÛT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu le décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, modifié par les décrets du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995 et du 25 juillet 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 30 avril 1970;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royales dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royales, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du 22 juillet 1996, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en la matière applicable en cas de fusion entre établissements;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés, est complété par un § 9 rédigé comme suit :

"§ 9. Fusion : fusion égalitaire ou fusion par absorption.

Fusion égalitaire : la réunion en un seul établissement de plusieurs établissements qui disparaissent simultanément.

Fusion par absorption : la réunion de plusieurs établissements dont l'un continue à exister et absorbe l'autre ou les autres."

Art. 2. L'article 7 du même arrêté est complété par un § 3, un § 4 et un § 5 rédigés comme suit :

"§ 3. Pour l'application du présent article, les périodes de mise en disponibilité couvertes par une subvention-traitement d'attente ainsi que les services prestés à l'occasion d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité au sein d'un établissement organisé par un autre pouvoir organisateur sont assimilés à des services subventionnés par la Communauté française rendus au sein du pouvoir organisateur d'origine.

§ 4. Pour l'application du présent article, les services subventionnés par la Communauté française et rendus à titre temporaire comprennent les services visés à l'article 34, alinéa 3 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

§ 5. L'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction visées au présent article sont calculées conformément aux dispositions fixées par l'article 34, alinéas 5 à 8 du décret du 6 juin 1994."

Art. 3. A l'article 13 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3 devient § 4

2° un § 3, rédigé comme suit est inséré :

"§ 3. Tout pouvoir organisateur qui n'a pu réaffecter ou rappeler provisoirement à l'activité conformément aux articles 12 et 13, §§ 1^{er} et 2, un membre de son personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi peut, avec l'accord de ce dernier, le rappeler à l'activité dans une fonction de recrutement de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation pour laquelle l'intéressé est porteur du titre requis."

Art. 4. Une section 7 comprenant les articles 13bis à 13sexies, et rédigée comme suit, est insérée dans le chapitre II du même arrêté :

"Section 7 : Règles complémentaires en cas de fusion d'établissements de l'enseignement secondaire.

Art. 13bis. Pour l'application de la présente section, les établissements relevant de la Commission communautaire française sont assimilés à des établissements d'enseignement provinciaux.

Sous-section Ire : Fusion d'établissements au sein d'une même commune

Art. 13ter. § 1^{er}. En cas de fusion entre établissements relevant de l'enseignement communal, les dispositions du présent arrêté sont intégralement applicables.

§ 2. En cas de fusion entre établissements relevant de l'enseignement provincial, les emplois temporairement vacants au sein des établissements provinciaux situés sur le territoire de la commune où s'est produite la fusion, sont attribués prioritairement par réaffectation ou à défaut par rappel provisoire à l'activité aux membres du personnel des établissements que le pouvoir organisateur organise sur le territoire de cette commune.

La réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité visée à l'alinéa 1^{er} s'effectue après attribution par réaffectation des emplois définitivement vacants et avant l'attribution par réaffectation ou par rappel à l'activité dans les emplois temporairement vacants situés sur le territoire d'une autre commune.

§ 3. En cas de fusion entre établissements relevant de l'enseignement communal et provincial, les dispositions énoncées au § 1er ou § 2 selon le cas sont d'application après les opérations de reprise visées à l'article 36 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Sous-section 2 : Fusion d'établissements situés sur le territoire de communes différentes

Art. 13^{quater}. En cas de fusion entre établissements relevant de l'enseignement communal, les dispositions du présent arrêté sont intégralement applicables après les opérations de reprise visées à l'article 36 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 13^{quinquies}. § 1er. En cas de fusion égalitaire impliquant des établissements d'enseignement provinciaux, les membres du personnel nommés à titre définitif des établissements fusionnés sont affectés prioritairement dans les emplois définitivement vacants au sein de l'établissement issu de la fusion, sur base d'une liste élaborée en fonction de l'ancienneté visée à l'article 7.

Ces opérations effectuées, les membres du personnel qui n'ont pu être affectés définitivement et pour la totalité de leur charge en application de l'alinéa 1er figurent sur une liste élaborée par commune où se situaient les établissements fusionnés et se voient appliquer les dispositions du présent arrêté en ce compris celles visées à l'article 13^{ter}, § 2.

§ 2. En cas de fusion par absorption impliquant des établissements d'enseignement provinciaux, les membres du personnel du (des) établissement(s) absorbé(s) sont affectés par ordre d'ancienneté dans les emplois définitivement vacants restants de l'établissement absorbant après que les membres du personnel de cet établissement aient bénéficié d'une affectation définitive au sein de celui-ci.

Les membres du personnel qui n'ont pu être affectés définitivement et pour la totalité de leur charge en application de l'alinéa 1er, figurent sur une liste élaborée par commune où se situait(aient) le(s) établissement(s) absorbé(s).

Les membres du personnel visés à l'alinéa 2 se voient appliquer les dispositions du présent arrêté en ce compris celles visées à l'article 13^{ter}, § 2.

Art. 13^{sexies}. En cas de fusion impliquant des établissements d'enseignement communaux et provinciaux, selon que le pouvoir organisateur reprenneur est communal ou provincial, les opérations d'affectation ou de réaffectation sont effectuées conformément aux articles 13^{ter}, § 1er ou § 2 ou 13^{quater}."

Art. 5. L'article 17, § 2, 3^o du même arrêté est complété par les mots "et 13, § 3."

Art. 6. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Bruxelles, le 30 août 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 96 — 1982

[C — 29305]

30 AUGUSTUS 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling, de reëctatie en de wachtweddetoeelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet van 22 décembre 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreten van 10 april 1995 en 25 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor middelbaar of normaalonderwijs, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 oktober 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1995 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 1 februari 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 31 maart 1981;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen, waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 30 april 1970;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de lagere normaalscholen, waar het Frans de onderwijstaal is;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, de lagere graad van de koninklijke athenea en lycea, de afdelingen lager secundair technisch en vakonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol d.d. 22 juli 1996 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. art. 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling inzake fusie van inrichtingen onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid, en van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 26 augustus 1996,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van voormeld besluit van 28 augustus 1995 wordt aangevuld met onderstaande § 9 :

“ § 9. Fusie : egalitaire fusie of samenvoeging door opslorping :

Egalitaire fusie : de vereniging tot één inrichting van verschillende inrichtingen die tegelijk verdwijnen.

Samenvoeging door opslorping : de vereniging van inrichtingen waarvan één blijft bestaan en de andere opslorpt.”

Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

“ § 3. Voor de toepassing van dit besluit worden de terbeschikkingstelling met wachtweddetoelage en de diensten n.a.v. een reffectatie of voorlopige terugroeping in een inrichting van een andere inrichtende macht, gelijkgesteld met diensten gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en verstrekt in de inrichtende macht van herkomst.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel omvatten de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde tijdelijke diensten, de diensten bedoeld in art. 34, 3e lid van het decreet van 6 juni 1994 houdende de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 5. De dienst- en ambtsanciënniteit, bedoeld in dit artikel, worden berekend overeenkomstig artikel 34, 5e tot 8e lid van het decreet van 6 juni 1994.”

Art. 3. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 3 wordt § 4;

2° een nieuwe § 3 wordt ingevoegd:

“ § 3. Elke inrichtende macht die een bij ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid niet kon reffecteren of voorlopig in actieve dienst terugroepen krachtens de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2, kan hem met diens instemming in actieve dienst terugroepen in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel zo hij houder is van het vereist studiebewijs.”

Art. 4. Afdeling 7, met de artikelen 13bis tot 13sexies, wordt in hoofdstuk II van hetzelfde besluit ingevoegd :

“Afdeling 7 : aanvullende regels bij fusie van inrichtingen van het secundair onderwijs

Art. 13bis. Voor de toepassing van deze afdeling worden de inrichtingen, ressorterend onder de Franse Gemeenschapscommissie, met provinciale inrichtingen gelijkgesteld.

Onderafdeling 1 : Fusie van inrichtingen in één gemeente

Art. 13ter. § 1. Bij fusie van inrichtingen van het gemeentelijk onderwijs zijn de bepalingen van dit besluit ten volle toepasselijk.

§ 2. Bij fusie van inrichtingen van het provinciaal onderwijs worden de tijdelijk vacante betrekkingen in inrichtingen, gelegen in de gemeente waar de fusie plaatsvond, prioritair toegewezen door reffectatie of bij ontstentenis daarvan, door tijdelijke terugroeping in dienst, der personeelsleden van de inrichtingen die de inrichtende macht in die gemeente organiseert.

Die reffectatie of terugroeping gebeurt door toewijzing, via reffectatie, van de definitief vacante betrekkingen en vóór de toewijzing, door reffectatie of terugroeping in dienst, van de tijdelijk vacante betrekkingen in een andere gemeente.

§ 3. Bij fusie van inrichtingen van het gemeentelijk en het provinciaal onderwijs zijn de bepalingen van § 1 of 2 toepasselijk na de overnemingsverrichtingen bedoeld in artikel 16 van het decreet van 6 juni 1994 houdende de rechtspositie van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Onderafdeling 2 : Fusie van inrichtingen in verschillende gemeenten

Art. 13^{quater}. Bij fusie van inrichtingen van het gemeentelijk onderwijs is dit besluit ten volle van toepassing na de overnemingsverrichtingen bedoeld in artikel 36 van voormeld decreet van 6 juni 1994.

Art. 13^{quinquies}. § 1. Bij egalitaire fusie van provinciale inrichtingen worden de personeelsleden van de gefuseerde inrichtingen prioritair aangesteld in definitief vacante betrekkingen in de uit fusie ontstane inrichting, op grond van een lijst, opgemaakt volgens de in artikel 7 bedoelde anciënniteit.

Na die verrichtingen komen de personeelsleden die niet definitief voor een volle opdracht aangesteld werden krachtens het 1e lid, voor op een lijst opgemaakt per gemeente waar een gefuseerde inrichting gelegen was, en zijn zij onderworpen aan de bepalingen van dit besluit, met inbegrip van artikel 13^{ter}, § 2.

§ 2. Bij een fusie door opslorping, waarbij provinciale inrichtingen betrokken zijn, worden de personeelsleden van de opgeslorpte inrichtingen volgens hun anciënniteit aangesteld in de resterende definitief vacante betrekkingen in de opslorpende inrichting, nadat de personeelsleden van deze er definitief aangesteld zijn. De personeelsleden die niet definitief voor een volle opdracht aangesteld werden krachtens het 1e lid, komen voor op een lijst, opgesteld per gemeente waar de opgeslorpte inrichting gelegen was.

Voor de in het 2e lid bedoelde personeelsleden gelden de bepalingen van dit besluit, met inbegrip van artikel 13^{ter}, § 2.

Art. 13^{sexies}. Bij fusie van gemeentelijke en provinciale inrichtingen gebeuren de aanstellingen en reffectaties overeenkomstig artikelen 13^{ter}, § 1 of § 2, of 13^{quater}, naargelang de overnemer een gemeentelijke of provinciale inrichtende macht is."

Art. 5. Artikel 17, § 2, 3^o van hetzelfde besluit wordt aangevuld met "en 13, § 3".

Art. 6. De Minister bevoegd voor het statuut van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt op 1 september 1996 in werking.

Brussel, 30 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media,
Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 96 — 1983

[C — 29301]

30 AOUT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 3, alinéa 8, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1er juillet 1996;

Vu le protocole de négociation du 3 juillet 1996 du Comité de Secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3, alinéa 8, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante : "Toutefois, le temporaire du premier groupe qui s'est acquitté